



AVIS D'INFORMATION SUR L'ATTRIBUTION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION DOMANIALE PAR SNCF RESEAU SANS PROCEDURE DE SELECTION PREALABLE (Article L.2122-1-3 du CG3P)

1. Propriétaire et gestionnaire du domaine :

SNCF Immobilier- Direction Immobilière Territoriale Sud-Est de SNCF Immobilier, dont les bureaux sont sis Campus Incity, 116 Cours Lafayette – CS13511 – 69003 Lyon, représentée par son Directeur Monsieur Thierry Bauchet dûment habilité. SNCF Immobilier (branche Immobilière de la Société nationale SNCF) agissant au nom et pour le compte de SNCF Réseau et conformément à la convention de gestion et de valorisation immobilière du 30 juillet 2015 par laquelle SNCF Immobilier a été mandatée pour la gestion et la valorisation du patrimoine immobilier de SNCF Réseau.

2. Occupant :

La société **NAVILAND CARGO** dont le siège est situé au 26 Quai Charles Pasqua, à Levallois-Perret (92 300).

3. Bien occupé :

Un bâtiment d'une superficie de 32 m² situé à proximité de l'Impasse du Charbonnier, sous parcelle n° 100 de la Section DV, sur la commune de SAINT-PRIEST (69 800).

4. Justification de la décision de ne pas mettre en œuvre la procédure de sélection préalable

4.1. En droit

Article L.2122-1-3 du CG3P	A cocher
. Une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause	
. Le titre est délivré :	
a) A une personne privée sur les activités de laquelle l'autorité compétente est en mesure d'exercer un contrôle étroit	
b) A une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de l'autorité compétente	
. Une première procédure de sélection s'est révélée infructueuse	
. Une publicité suffisante pour permettre la manifestation d'un intérêt pertinent est demeurée sans réponse	
. Les caractéristiques particulières de la dépendance le justifient au regard de l'activité économique projetée, notamment :	X
a) Géographiques	X
b) Physiques	X
c) Techniques	X
d) Fonctionnelles	X
e) Ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation	X
. Des impératifs tenant à l'exercice de l'autorité publique ou à des considérations de sécurité publique le justifient	
. Autres motifs non expressément mentionnés	

4.2. En fait

Conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques et plus particulièrement à l'article L2122-1-3 créée par l'Ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017, la délivrance de la présente convention d'occupation est exemptée de la procédure de sélection préalable et de mesures de publicité préalable prévue à l'article L 2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques car les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'activité économique projetée.

En l'espèce, par convention d'occupation n°242433 avec prise d'effet le 1er janvier 2004 jusqu'au 31 décembre 2024, Naviland Cargo occupe le site de Saint-Priest Gare comprenant un terrain de 55 000 m² avec bâtis dont le bâtiment n° B071 co-occupé jusqu'à aujourd'hui en partie par ladite société mais également par des agents SNCF. SNCF ayant libéré récemment une partie des bureaux de ce bâtiment, Naviland Cargo a fait une demande afin de pouvoir installer ses agents. Etant donné que ce bâtiment est déjà occupé presque en intégralité par Naviland Cargo et que le site est exclusivement exploité par ladite société, l'occupation par des tiers poserait des difficultés en termes de sécurité et d'accès au site. La présente convention d'occupation, dont la durée est alignée sur la durée résiduelle de la convention n°242433, est exemptée de procédure.

5. Information :

Pour plus d'informations merci de contacter par courriel : Mme. Mme Lydia BEZGHICHE / Courriel : lydia.bezghiche@eset-pm.com ; Adresse : Cité Park - 23, avenue de Poumeyrol - Bât F, Caluire Et Cuire (69300).

6. Modalités de consultation de la convention d'occupation :

Sous réserve notamment des secrets protégés par la loi, tout intéressé qui en fait la demande peut obtenir accès au contrat objet du présent avis, par consultation.

Les demandes de consultation, sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, aux coordonnées mentionnées à la rubrique 5 du présent avis.

7. Information sur les recours :

Recours en contestation de la validité du contrat, de 2 mois devant :

Tribunal administratif de Lyon

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin

69433 Lyon Cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr